



## **AMERIQUE/VENEZUELA - Manque de papier pour les journaux synonyme de danger pour la démocratie**

Caracas (Agence Fides) – La carence de différents produits de base du panier de la ménagère vénézuélienne comprend désormais également le papier sur lequel imprimer les journaux. Ainsi, de nombreux titres font-ils actuellement le compte à rebours afin d'arrêter leur publication ou de fermer, au moins provisoirement. « Nous avons réduit le nombre de pages et le nombre d'exemplaires du journal mais, malgré cela, notre dépôt pourra suffire encore seulement pour 12 jours » a déclaré David Natera, Directeur du Correo del Caroni de Ciudad Guayana. Le Venezuela ne produit pas de papier journal qui est par suite acheté au Canada, au Chili et en Europe. Comme toutes les importations, celle du papier journal est assujettie depuis 11 ans à des normes de contrôle strictes en matière d'échanges de monnaies, l'Etat étant seul fournisseur de devises étrangères.

Catalina Botero, membre de la Commission interaméricaine des Droits fondamentaux et spécialiste de la liberté d'expression, a rappelé, Dimanche 19 janvier, à Washington, que « le papier journal est fondamental en vue de l'exercice de la liberté d'expression ». Le manque de papier « constitue un problème très sérieux non seulement pour les moyens de communication et pour les journalistes mais aussi pour la société dans son ensemble qui voit compromis son droit à recevoir des informations » a déclaré Mme Botero.

La veille, Tania Diaz, ancien Ministre de l'Information et membre du Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV), avait affirmé : « Ici, il n'y a jamais eu et jamais il n'y aura aucune limitation pour les journaux ou les entreprises de communication en ce qui concerne leur liberté de travailler et de s'exprimer ».

« Depuis des mois, aucun importateur ne porte de papier de type newsprint utilisé par les quotidiens pas plus que de papier glacé pour les revues. Le refus du gouvernement de fournir les devises étrangères nécessaires à l'importation nous conduira à devenir un pays privé de journaux, ce qui ne s'est jamais vu depuis deux siècles » a déclaré le Directeur du quotidien El Nacional, Miguel Henrique Otero. « Au Venezuela, toutes les importations se faisant hors du contrôle des changes officiel sont illégales et peuvent conduire à des peines de réclusion » ajoute-t-il.

Les journaux concernés par le manque de papier sont El Nacional et El Nuevo País à Caracas, El Correo del Caroni et El Impulso dans le centre du pays (Barquisimeto) qui suivent une ligne éditoriale critique envers le gouvernement de Maduro – héritier d'Hugo Chavez qui a gouverné le pays de 1999 à sa mort en 2013. Mais la crise concerne également les quotidiens ayant adopté une certaine neutralité, comme Ultimas Noticias, le quotidien le plus répandu dans le pays. Même le tabloïde de Caracas, Veá, fondé afin de soutenir le gouvernement de Chavez, connaît actuellement des moments difficiles. (CE) (Agenzia Fides, 24/01/2014)